



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 30 janvier 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 23 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi trente janvier à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Commune du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac) à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage)

Absents :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Convention de mise en place d'un service d'instruction mutualisé des actes et autorisations du droit des sols entre la CCBM et ses communes membres

Droit des sols

Monsieur Patrice BROUHARD, Président, expose :

Un service commun « urbanisme » existe depuis 2015 entre la communauté de communes du Bassin de Marennes et ses communes membres. A cet effet, une convention de mise en place d'un service d'instruction mutualisé des actes et autorisations du droit des sols est renouvelée chaque année par délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux ; la communauté de communes assumant les frais de fonctionnement du service, et chaque commune participant aux frais de personnel au prorata des actes instruits par l'EPCI pour son compte.

Par délibération n°2023/CC08/04 du 6 décembre 2023, le Conseil Communautaire a approuvé la convention de mise en place d'un service d'instruction mutualisé des actes et autorisations du droit des sols pour 2024, entre les communes et la communauté de communes.

Les dernières évolutions législatives, notamment l'article 250 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023, dite loi de finances pour 2024, viennent supprimer la disposition initialement prévue par la loi Climat et Résilience relative au transfert automatique des pouvoirs de police de la publicité aux EPCI à fiscalité propre non compétents en matière de plan local d'urbanisme ou de règlement local de publicité pour les communes de moins de 3 500 habitants. Il convient de prendre en compte sur le territoire du Bassin de Marennes que :

- Depuis le 1er janvier 2024, la compétence en matière de police de la publicité, précédemment exercée par l'État, est communale ;
- Les maires resteront détenteurs du pouvoir de police indépendamment de la taille de leur commune.

Ainsi, au même titre que l'instruction des autorisations des droits du sol, il est proposé aux communes du territoire de confier au service instructeur CARO/CCBM, la mission relative à l'instruction des déclarations et autorisations préalables à l'installation, la modification et le remplacement des publicités, enseignes et pré enseignes et de faire évoluer la convention en ce sens.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Loi Climat et Résilience » et notamment son article 17 relatif à la décentralisation des compétences de publicité extérieure à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

Vu l'article 250 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023, dite loi de finances pour 2024, venant supprimer la disposition initialement prévue par la loi Climat et Résilience relative au transfert automatique des pouvoirs de police de la publicité aux EPCI à fiscalité propre non compétents en matière de plan local d'urbanisme ou de règlement local de publicité pour les communes de moins de 3 500 habitants ;

Vu le projet de convention de mise en place d'un service d'instruction mutualisé des actes et autorisations du droit des sols entre la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et ses communes membres pour l'année 2024 intégrant l'instruction des déclarations et autorisations préalables à l'installation, la modification et le remplacement des publicités, enseignes et pré-enseignes ;

Considérant la volonté des communes de Marennes-Hiers-Brouage, Bourcefranc-le-Chapus, Le Gua, Saint Just Luzac, Nieulle sur Seudre et Saint Sornin, de continuer à confier l'instruction des déclarations et autorisations du droit des sols au service commun porté par la Communauté de

Communes du Bassin de Marennes, ainsi que celles relatives à l'installation, la modification et le remplacement des publicités, enseignes et pré-enseignes ;

Après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'approuver la convention de mise en place d'un service d'instruction mutualisé des actes et autorisations du droit des sols entre la CCBM et ses communes membres ainsi que son annexe financière ;
- D'autoriser le Président à la signer ainsi que tout document afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT



A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.